

Les chiffres clés de la précarité énergétique

22 % des Français déclarent avoir **souffert du froid** au cours de l'hiver 2021-2022, pendant au moins 24 heures.

37 % d'entre eux déclarent que la raison est financière. ⁽¹⁾

69 % des Français déclarent avoir **restreint le chauffage** chez eux pour ne pas avoir de factures trop élevées. ⁽¹⁾

11,9 % des Français les plus modestes ont dépensé plus de **8 % de leurs revenus** pour payer les factures énergétiques de leur logement en 2021. ⁽⁴⁾

Impacts quotidiens

785 096 ménages ont subi une **intervention d'un fournisseur d'énergie** en 2021 suite à des impayés, soit **une augmentation de 17 %** par rapport à 2019. Il s'agit pour une part d'un rattrapage des interventions qui n'ont pas été réalisées en 2020, lors de la prolongation de la trêve hivernale en raison de la crise sanitaire qui a démarré en 2020. ⁽¹⁾

Parmi les ménages ayant réalisé des travaux dans leur maison individuelle, l'enquête TREMI* indique que le **principal frein aux travaux est lié à « la situation financière »** (68 % des répondants).

Les aides financières nationales

64 221 ménages ont rénové leur logement grâce au programme **Habiter Mieux Sérénité** ou **MaPrimeRénov' Copro** en 2022. ⁽³⁾

605 669 dossiers MaPrimeRénov' ont été engagés par l'Anah en 2022. 67 % des dossiers concernent les ménages modestes et très modestes. ⁽³⁾

En 2021, 4,7 millions de ménages ont utilisé leur chèque énergie pour payer leurs factures (soit 81 % des bénéficiaires), comme également 74 % des bénéficiaires du chèque exceptionnel de 100 €, envoyé en décembre 2021.

En 2022, **5,8 millions de ménages** ont reçu un **chèque énergie annuel hors « chèques exceptionnels »**. ⁽²⁾

56 258 ménages ont bénéficié du **Fonds de Solidarité Logement** pour l'aide au paiement des factures d'énergie en 2021, soit **une augmentation de 2,4 %** par rapport à 2020 dans les territoires renseignés. ⁽²⁾

6 programmes de certificats d'économie d'énergie en lien avec la lutte contre la précarité énergétique, soit un budget potentiel de 157,4 millions d'euros. ⁽⁴⁾

Sources : (1) Médiateur national de l'énergie, 2022 | (2) Ministère de la Transition énergétique, 2022 | (3) Agence Nationale de l'Habitat, 2023 | (4) Ministère de la Transition énergétique, 2023